

LES INVESTISSEMENTS PUBLICS ATTEIGNENT LEUR PLAFOND, SELON LE FMI

Le secteur privé doit prendre le relais

Le secteur privé national doit prendre le relais des investissements publics qui atteignent leur plafond, selon le FMI qui appelle à la vigilance quant aux risques d'effondrement des prix pétroliers et de pressions inflationnistes.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En clôture d'une mission menée du 23 au 25 octobre derniers à Alger, une mission du Fonds monétaire international (FMI), menée par le chef de division du département Moyen Orient - Asie centrale, Joël Toujas-Bernaté a animé hier une conférence de presse. Certes, la mission constate que la situation économique du pays en 2011 reste «solide», avec notamment une croissance hors hydrocarbures «robuste», prévue à 5% et tirée par le programme d'investissements

publics (PIP), et malgré la baisse de l'activité pétrolière, une croissance globale de l'ordre de 2,5%.

De même, l'inflation reste globalement modérée à 4%, malgré les fluctuations des prix des aliments frais. Joël Toujas-Bernaté constate que des pressions inflationnistes très fortes ne se sont pas manifestées suite aux augmentations de salaires et d'autant que les dépôts bancaires des épargnants ont augmenté.

En outre, la mission du FMI note l'amélioration du solde courant de la balance des paiements, grâce à l'augmentation des recettes pétrolières, avec un excédent à 9% du PIB et des niveaux confortables de réserves de change. Toutefois, la mission du FMI relève que la position budgétaire sera déficitaire en 2011 en raison de l'augmentation des dépenses budgétaires de 34% et un déficit devant atteindre 5% du PIB.

De même que si son taux global reste «stable», aux alentours de 10%, le chômage reste néanmoins élevé pour les jeunes (entre 21% et

22%) et pour les femmes (à 19%). Quant aux perspectives pour 2012, la mission observe une tendance similaire, avec une croissance hors hydrocarbures, tirée par le PIP, à 5% environ, et une croissance globale à 3%.

Néanmoins, Joël Toujas-Bernaté appelle la Banque d'Algérie à être «vigilante» quant aux pressions inflationnistes qui pourraient se manifester suite aux hausses des rémunérations dans la Fonction publique. Mais aussi d'appeler les autorités nationales à rationaliser les dépenses courantes, d'autant que les dépenses de fonctionnement qui revêtent un caractère d'«incompressibles» et visent à répondre aux besoins sociaux et de «rattrapage» salarial, réduisent néanmoins la marge de manœuvre en matière d'investissements. Soit améliorer la maîtrise et le ciblage des dépenses, y compris les salaires et les transferts sociaux, d'autant que le déficit budgétaire devait fluctuer entre 5 et 6% en 2012.

Mais aussi le FMI de prévenir quant aux risques d'effondrement des prix pétroliers, en raison du ralentissement possible de l'économie mondiale qui pourrait se traduire par la fragilité des équilibres budgétaires de l'Algérie.

La mission du FMI observe que «le PIP ne plus jouer un rôle dynamique», d'autant qu'il atteint, selon Joël Toujas-Bernaté, son «plafond». D'où la nécessité de développer «d'autres moteurs de croissance», selon le FMI qui estime que le secteur privé doit prendre le relais, jouer «un rôle plus dynamique et créateur d'emplois».

En d'autres termes, l'instance internationale appelle l'Algérie à relever le «défi» de la diversification de l'économie à même d'être moins dépendante des hydrocarbures, en développant l'investissement privé. Soit œuvrer à améliorer davantage le climat des affaires en Algérie dont la perception reste «assez peu favorable» et même si la mission du FMI a salué les initiatives gouvernementales prises lors des

récentes rencontres tripartites en faveur de la PME et de l'amélioration de de l'environnement de l'entreprise et qui reflètent une «prise de conscience».

Comme il s'agit de poursuivre le processus de modernisation du système financier et bancaire, notamment en matière d'évaluation des risques et de lancement de nouveaux crédits. Dans cet ordre d'idées, le représentant du FMI trouve «normal» que la Banque d'Algérie maintienne les placements des réserves de change en bons du Trésor américain. Dans la mesure où les fondamentaux économiques des Etats-unis restent solides et que les investisseurs étrangers aient gardé leurs titres du Trésor américain dans leurs portefeuilles.

C. B.

RELANCE DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION
Le FMI ne voit pas d'inconvénients si...

Le Fonds monétaire international (FMI) ne voit pas d'inconvénients à la relance du crédit à la consommation. Selon Joël Toujas-Bernaté, le FMI ne verrait pas d'obligation à maintenir la suspension actuelle de ce type de crédit qui permettrait d'améliorer l'intermédiation bancaire et l'élargissement de l'offre bancaire.

A charge cependant que la centrale des risques pour les ménages et sur laquelle travaille la Banque d'Algérie soit lancée, les études relatives devant être finalisées à la fin 2012, selon le représentant du FMI.

C. B.

LES SIÈGES DE LA DSA ET LA CA DE BOUIRA FERMÉS À NOUVEAU

Les agriculteurs d'Aghbalou réclament le retour des aides pour l'oléiculture

Hier mardi, des dizaines de jeunes agriculteurs de la commune d'Aghbalou, à 70 km à l'est de Bouira, ont procédé, une fois encore, à la fermeture des sièges de la Direction des services agricoles et de la Chambre d'agriculture de Bouira pour protester contre l'exclusion de la filière oléicole, de toute aide de l'Etat, et ce, depuis 2008.

Selon ces jeunes protestataires, leur seule occupation est le travail de la terre, des terrains escarpés situés sur les hautes montagnes, et leur seule activité reste l'oléiculture. Aussi, c'est sans surprise qu'ils revendiquent, au même titre que les autres filières qui bénéficient toujours des aides de l'Etat comme la céréaliculture, la production de la pomme de terre, les cultures maraîchères, la phénicioculture dans le Sud, le maintien des aides de l'Etat pour l'oléiculture. A commencer par les cuvettes qui, après une aide de l'Etat pour leur réalisation, doit être suivie

chaque année par des aides pour leur entretien ; la taille de régénération également qui doit être suivie de tailles d'entretien chaque année, puis des tailles d'éclaircie, ainsi que l'aide pour les greffages de l'oléastre et, enfin, la réalisation des retenues collinaires. Toutes ces activités, ajoutées aux aides pour les filets de récolte, ainsi que les aides pour les oléifacteurs et l'effacement de leurs dettes, font partie des revendications de ces jeunes agriculteurs, au nombre de 1 470.

«Quand certains soi-disant agriculteurs se baladent en costumes, nous, jeunes chômeurs et agriculteurs-nés, suons dans nos champs à entretenir nos oliviers, en leur faisant des cuvettes, des banquettes et autres travaux d'entretien», nous dira Farid, un jeune surexcité dont la franchise saute aux yeux. «Des fois, pour pouvoir bêcher un olivier et même en récolter les olives, on est obligés de nous accrocher à l'aide d'une corde tellement le terrain sur lequel cet olivier est implanté est plus une falaise qu'une pente. Les gens qui profitent des aides faramineuses de l'Etat et qui ont la chance d'avoir des

champs sur du plat, auront le vertige rien que en y pensant. Nous réclamons de l'Etat des aides pour que notre seule ressource de vie qu'est l'oléiculture en haute montagne ne disparaisse pas», dira Nacer, un autre jeune protestataire.

Hier, après plusieurs tractations, une réunion a eu lieu au siège de la DSA en présence du directeur des services agricoles, du SG de la Chambre d'agriculture et d'une délégation représentant ces agriculteurs. A l'issue de cette rencontre, le DSA a invité les agriculteurs de la commune d'Aghbalou à élaborer un plan d'action global pour cette région montagneuse en faisant des recommandations concrètes pour son développement agricole, et pas seulement l'oléiculture. Une fois ce plan d'action élaboré, le DSA a promis d'accompagner une délégation de ces agriculteurs au ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour plaider leur cause et appuyer leurs demandes.

Après cette réunion, les jeunes protestataires ont quitté les lieux dans le calme et les deux sièges ont été rouverts dans l'après-midi.

Y. Y.

ABDELMADJID
MENASRA À M'SILA :
«L'avenir dépend
des réformes
politiques»

Le porte-parole du nouveau parti non agréé le Front pour le changement national (FNC), Menasra Abdelmadjid, lors de son passage hier après-midi dans la ville de M'sila où il a été invité à une rencontre organisée par les jeunes «pour le changement démocratique», n'a pas minimisé le rôle très important des jeunes dans les réformes politiques d'une manière pacifique, comme il a encouragé le travail de la femme et à redynamiser son rôle dans les activités politiques.

Pour M. Menasra, la femme occupe une bonne place au sein de sa formation politique. Quant à la tournée effectuée dans la wilaya de M'sila, le porte-parole du FCN qui, selon lui, pourrait être agréé avant les prochaines échéances électorales, a saisi l'occasion pour faire connaître son parti, notamment parmi les jeunes. Il a fait appel à tous ceux qui sont pour le changement à apporter un plus dans le cadre de la démocratie et, ainsi, mettre un terme à tous les maux sociaux et régler les problèmes des jeunes, en vue de leur donner une lueur d'espoir. Pour clore son intervention, M. Menasra dira que l'avenir appartient aux réformes et qu'il faut absolument redonner confiance à la population, malgré les contraintes qui peuvent freiner le processus démocratique.

A. Laïdi

NOUVELLE
CLASSE C250 CDI
AVANTGARDE Pack sport AMG
204 CV Boite automatique
consommation 5,6L/100

Remise
➤ 100 000,00 DA

Offre valable jusqu'au 31 Octobre 2011

Stock disponible ➤



Mercedes-Benz

GMS Distributeur Officiel
SARL Mercedes-Benz VUL/VP

Alger : 021 91 03 11 à 13/0561 16 16 16/0555 06 14 04/06/08/ Oran : 040 23 93 66/0555 06 13 95/ Blida : 025 36 00 37/38
Tlemcen : 043 20 50 46/Batna : 0661 34 19 38/Sétif : 036 92 12 12/ SAV : 021 91 03 09/Service P.D.R : 021 91 88 49